

# SA SAINTETE BARTHOLOMEE 1ER

Archbishop of Constantinople-New Rome and Ecumenical Patriarch

Éminence,

Excellences,

Messieurs les représentants des cultes,

Mesdames et Messieurs,

Chers participants,

Nous tenons à remercier très chaleureusement Monsieur Thierry de Montbrial pour son invitation à participer aux intenses réflexions que permet une telle conférence. Aussi, nous souhaitons saluer, d'entrée de jeu, la pertinence du sujet qui nous réunit, à savoir penser le rapport entre politique et religion. Certes, ce thème semble intéresser de plus en plus le monde de la recherche, voire les décideurs politiques. Pour autant, la redécouverte contemporaine de la relation du profane au spirituel, relation que l'on croyait disparue, nous dit quelque chose du monde dans lequel nous vivons. En effet, le religieux a toujours vécu avec le politique, même si le politique n'en a pas toujours eu conscience.

À partir du 17<sup>e</sup> siècle, le christianisme occidental a réussi – bien que douloureusement – à établir une séparation entre la religion et le politique. La mise en œuvre du principe westphalien « *cujus regio, ejus religio* » a progressivement conduit les chrétiens à remplacer la définition de l'identité spirituelle par une identité territoriale. Les communautés politiques ne sont plus définies à partir de convictions religieuses, mais par des frontières tracées dans l'espace géographique. Le lieu de naissance est devenu plus important que ce en quoi on croit.

En un sens, la modernité a été fondée sur cette expulsion de la religion de la sphère publique vers la sphère privée. La sécularisation est devenue un nouvel idéal, et finalement, le monde a plus ou moins suivi ce modèle politique. Au cours du 20<sup>e</sup> siècle, libéraux et communistes se sont accordés du moins sur une chose : le rôle politique de la religion appartenait désormais au passé.

Mais l'histoire nous surprend une nouvelle fois. Au cours des dernières décennies, et notamment pendant la fin de la guerre froide, la religion a entamé un retour en tant que force politique. Selon certains chercheurs, parmi lesquels feu Samuel Huntington, la religion est même en passe de devenir un facteur structurel majeur de la politique internationale, car elle constitue l'épine dorsale de ce que le professeur d'Harvard appelle les « civilisations » dans leur destin à entrer en conflit. Même si nous ne sommes pas d'accord avec ses thèses, il est difficile de nier l'influence politique croissante du religieux. Pendant les crises successives dans l'ancienne Yougoslavie, le religieux était devenu une ligne de fracture ayant conduit à l'affrontement. Les attaques du 11 septembre ont fait entrer de manière encore plus horrible le religieux dans la politique internationale. Aujourd'hui, au Proche-Orient et en Afrique du Nord, le fanatisme religieux est une menace pour la survie des minorités religieuses qui sont autant de témoins précieux de l'histoire des cultures.

Cependant, les nouvelles guerres menées sous la bannière de la religion ne correspondent pas à la définition de guerres de « religion ». Leur but n'est pas de convertir les « infidèles » ou les « hérétiques » à la vraie foi afin de les sauver. Ces nouvelles formes de conflits ne sont pas différentes des guerres « non-religieuses » du 19<sup>e</sup> et du 20<sup>e</sup> siècle tant dans leurs objectifs que dans leurs causes.

L'identité religieuse s'est tout simplement substituée aux facteurs identitaires et nationaux ou même idéologiques. La mondialisation, tout en affaiblissant l'échelle nationale, ainsi que l'échec du communisme ont mené à un vide spirituel. La religion apparaît comme la seule alternative possible à la mobilisation des populations. Contrairement à ce que pensent certains, le 21<sup>e</sup> siècle n'est pas déterminé politiquement par la religion. *A contrario*, le politique possède un ascendant sur le religieux, en le transformant en instrument à son propre service.

Les conflits contemporains, relevant de thèmes religieux, sont une nouvelle fois l'expression des limites du modèle occidental. L'exclusion du spirituel de la politique était une illusion. La modernité a créé ses propres « divinités » matérialistes, qui non seulement légitiment les nouvelles formes politiques de communauté, mais ont aussi exercé une influence destructive pendant les deux dernières guerres mondiales qui ont dévasté l'Europe et amené la ruine d'une grande partie du monde.

La réapparition de la religion dans la politique n'est pas un simple retour. Les fanatiques religieux d'aujourd'hui sont profondément contaminés par les maux du nationalisme et de l'idéologie. Il n'est d'ailleurs pas étonnant qu'ils contestent les institutions religieuses établies. Le fanatisme religieux n'est pas uniquement une menace pour la paix, la stabilité et la coexistence. Il menace aussi le précieux patrimoine de l'humanité : toute une sagesse accumulée qui s'est sédimentée dans les traditions religieuses.

Face à ces défis, il est nécessaire de repenser la relation entre la religion et la politique. Le modèle occidental ne peut pas être considéré comme recevable universellement par tous les peuples et toutes les cultures indépendamment de leurs expériences historiques propres. Religion et politique ont été intimement et étroitement liées depuis des temps anciens, même si les formes de leurs relations ont considérablement évolué. L'expérience de chaque culture associant religion et politique est précieuse. Elle ne peut pas être remplacée par des modèles introduits de l'extérieur sans qu'ils interfèrent avec l'équilibre social. En niant ce fait fondamental, nous posons les bases de la croissance de formes particulièrement agressives de relation entre politique et religion, comme celles qui menacent notre monde aujourd'hui.

Pour autant, repenser la question de la relation entre politique et religion n'est pas seulement une manière d'éviter les conflits. Il s'agit aussi d'une question de gouvernance. Les menaces qui affectent la stabilité coïncident aujourd'hui avec des difficultés sérieuses quant à la garantie de la stabilité politique, de l'équité et de la prospérité dans de nombreux pays du globe. Même dans les pays européens, la confiance dans les élites politiques décline et les forces extrémistes grandissent. La situation est encore plus sérieuse dans des pays où l'exercice de la démocratie est limité, tiraillé entre dictature et anarchie. On ne doit pas surestimer la contribution des religions à la promotion de valeurs positives dans ces sociétés. En marginalisant le rôle des religions par le passé, dans un effort de promouvoir les modèles libéral et communiste, les bases morales de la politique se sont érodées. Dans les États les plus faibles, une attitude anti-occidentale se développe, renforçant les tendances religieuses extrémistes.

Par comparaison avec le christianisme occidental, le christianisme oriental possède une expérience différente du rapport entre religion et politique, fondée sur une longue expérience historique remontant à la Grèce antique. Cette



expérience peut constituer une contribution utile dans la recherche de réponses adéquates aux besoins spirituels d'un monde en souffrance. Sans ces réponses, les tendances à la « régionalisation », pour ainsi dire, de la politique et à la politisation des religions continueront à progresser au détriment de l'un et de l'autre. L'ignorance excessive du rôle de la religion en politique conduira à l'exagération de son rôle politique et à dénaturer le religieux dans notre monde

Mesdames et messieurs,

Nous nous sommes engagé, tout au long de notre pontificat, à préserver l'autonomie et l'indépendance du religieux et de la politique. Aussi, l'Église orthodoxe n'entend-elle pas faire de la politique. Il s'agit pour elle d'une condition inaliénable devant permettre de travailler à l'édification d'un monde uni par la paix et respectueux de sa diversité. Pour l'Église orthodoxe, le modèle que nous décrivons, du moins conceptuellement, porte le nom de « Symphonie ». Proposée comme paradigme par l'empereur Justinien, la Symphonie byzantine entend respecter l'indépendance des institutions par leur séparation tout en envisageant leur possible coopération. La dialectique de l'unité dans la diversité, si propre à la théologie chrétienne, ne peut se comprendre qu'à travers un engagement inlassable en faveur du dialogue, non seulement entre les religions, mais aussi entre le politique et le religieux. Ce dialogue permettra, nous en sommes convaincu, de penser le rôle complémentaire de l'un et de l'autre dans une société qui a autant besoin d'espoir que de justice. De cette manière, nous serons des acteurs de réconciliation dans la vérité des paroles que nous échangeons et qui marquent le point de départ de toute relation, voire de toute communion. Nous ne pouvons nous résoudre au constat que les civilisations ne peuvent coexister que dans le conflit que les religions viendraient alimenter. Les religions doivent être des ferments de dialogue.

**Pierre Morel, directeur de l'Observatoire Pharos du pluralisme des cultures et des religions**

Merci Votre Sainteté. C'est vraiment, comme vous l'avez rappelé, une sagesse en exercice depuis vingt-deux ans comme Patriarche Œcuménique que vous avez partagée avec nous.